

Questions orales

M. Axworthy: . . . que 94 p. 100 des investissements étrangers au Canada ont servi uniquement à des prises de contrôle de sociétés canadiennes et non à la création de nouveaux emplois ni de nouvelles entreprises, mais bien à des acquisitions d'entreprises déjà existantes. C'est pour cette raison que nous voulons savoir pourquoi, quand il a rencontré le président et que ce dernier lui a demandé d'élargir les règlements en matière d'investissement, le premier ministre n'a-t-il pas tout simplement refusé?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Venons-en au fait, monsieur le Président. Lorsqu'on soulève la question de l'investissement, le député de Winnipeg—Fort Garry veut-il dire que lorsqu'une société étrangère ou américaine demande à investir 35 millions de dollars à Brandon, nous devrions refuser?

M. Guilbault (Saint-Jacques): C'est pour prendre le contrôle d'une société canadienne.

M. Mulroney: Quant à Versatile, ce qui représente un énorme investissement des Américains dans l'ouest du Canada, à Winnipeg et au Manitoba, aurions-nous dû refuser? Lorsqu'on parle de l'investissement étranger dans les petits centres . . .

M. Axworthy: Vous n'avez pas encore refusé. Vous avez approuvé toutes les demandes. Pourquoi ne les rejetez-vous pas? De quel genre de programme s'agit-il?

M. Mulroney: Le député me demande s'il fallait rejeter des demandes. Selon lui, aurions-nous dû refuser le projet de Versatile? Aurions-nous dû refuser cet investissement au Manitoba?

Une voix: Oui.

M. Mulroney: Aurions-nous dû refuser cet investissement en Saskatchewan?

Une voix: Les employés ont été licenciés.

M. Mulroney: Les libéraux ne peuvent pas gagner sur tous les tableaux. Il faut dire aux Canadiens quelle est votre position, à tous les deux.

Des voix: Bravo!

M. le Président: La parole est au député d'Essex—Windsor.

M. Axworthy: Vous bradez notre pays.

M. Mazankowski: Cessez de poser des questions stupides.

M. Axworthy: Nous continuerons à en poser jusqu'à ce que votre gouvernement soit renversé.

M. Mazankowski: Vous sonnez aussi faux que votre discours.

M. Axworthy: On procède à des mises à pied en ce moment-même.

M. le Président: Je tiens à rappeler aux députés qu'hier et avant-hier, alors que la période des questions s'est déroulée dans le respect des convenances, il n'y a pas eu beaucoup de questions. J'espère que les députés désireux d'échanger leurs opinions, autrement que par l'entremise du Président de la Chambre, se rappelleront aujourd'hui que d'autres députés

attendent leur tour pour poser des questions dans les règles auxquelles les ministres sont disposés à répondre.

Une voix: Dans les règles.

M. le Président: Cela exige selon moi que tous les députés fassent preuve de collaboration—un député vient de dire que les questions doivent être posées dans les règles. Bien entendu, à la Chambre, toutes les questions sont posées et toutes les réponses sont données dans les règles.

La parole est au député d'Essex—Windsor.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT SUR LES MINÉRAUX ET LES MÉTAUX—LA PARTICIPATION CANADIENNE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'aimerais poser au premier ministre une question sur ce même sujet du libre échange. J'ai ici un document publié cette semaine par le gouvernement à propos de la politique sur les minéraux et les métaux du Canada, dans lequel on déclare:

. . . le gouvernement a renoncé à la pratique consistant à revendiquer une participation canadienne de 50 ou 60 p. 100 aux nouveaux projets d'exploitation de ressources minérales autres que des combustibles.

● (1430)

Pourquoi le gouvernement a-t-il renoncé à cette pratique? Ne s'agit-il pas une fois de plus d'un cadeau aux États-Unis sans contrepartie?

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts et Mines)): Monsieur le Président, le député doit savoir que cette mesure fait partie de la réglementation d'Investissement Canada depuis bien plus d'un an. Elle montre à l'industrie minière que nous sommes ouverts aux investissements étrangers. Que le député sache que l'industrie minière du Canada n'est pas menacée de tomber entre les mains d'étrangers. Elle est contrôlée et exploitée à 60 ou 70 p. 100 par des Canadiens.

Quand les représentants de l'industrie minière sont venus nous trouver, ils nous ont dit qu'ils avaient traversé une période très difficile, et qu'ils avaient besoin de nouveaux capitaux et de nouveaux investissements. Cette industrie pouvait fort bien se passer de cette restriction des investissements imposée par le gouvernement du Canada. Nous avons écouté et nous avons agi.

M. Langdon: Vous avez donc effectivement cédé sans contrepartie.

[Français]

LES MOTIFS DU PREMIER MINISTRE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ce livre avec tous ces points faux, cette espèce de propagande, pourquoi est-ce que le premier ministre a-t-il décidé que cette fois-ci il est juste de le publier avec de l'argent du public? Pourquoi?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous croyons que la publication était tout à fait appropriée et utile aux contribuables afin qu'ils puissent former un jugement de valeur de façon objective sur cette grande question nationale.